

CRSDD

CHERCHEUR.E.S

**en responsabilité
sociale et
développement durable**

ESG UQÀM

Séminaire théorique

Acceptabilité sociale de la post-croissance

Présidé par Charles Duprez

Sous la supervision de

Mme Corinne Gendron

Mme Stéphanie Yates

Mme Marie-Luc Arpin

Mme Alice Friser

Les Cahiers du CRSDD • collection recherche

No 03-2023

Table des matières

INTRODUCTION	3
CRITIQUES DE TEXTES	8
1.1 Introduction à la post-croissance et à la décroissance : la question du comment (2 textes) 8	
1.1.1 D. Méda, Une société post-croissance est-elle possible ?	8
1.1.2 Y. Rumpala, La décroissance soutenable face à la question du « comment ? », Une remise en perspective par les processus de transition et leurs conditions de réalisation	9
1.2 Petridis, P., Muraca, B., & Kallis, G. (2015). Degrowth: between a scientific concept and a slogan for a social movement. Dans <i>Handbook of ecological economics</i> (pp. 176-200). Edward Elgar Publishing.	14
1.3 Sandberg, M., Klockars, K., & Wilén, K. (2019). Green growth or degrowth? Assessing the normative justifications for environmental sustainability and economic growth through critical social theory. <i>Journal of Cleaner Production</i>, 206, 133-141.....	19
1.4 Paulson, L., et Büchs, M. (2022). Public acceptance of post-growth: Factors and implications for post-growth strategy. <i>Futures</i>, 143, 103020.	23
1.5 Dejardin, C. (2022). 9. Mill pionnier de la steady-state economy. Dans : C. Dejardin, <i>John Stuart Mill, libéral utopique: Actualité d'une pensée visionnaire</i> (pp. 326-349). Paris: Gallimard.....	26
1.6 Kallis, G., Varvarousis, A., et Petridis, P. (2022). <i>Southern thought, islandness and real-existing degrowth in the Mediterranean</i>. <i>World Development</i>, 157, 105957.....	29
1.7 Büchs, M., & Koch, M. (2019). Challenges for the degrowth transition: The debate about wellbeing. <i>Futures</i>, 105, 155-165	33
1.8 Koch, M. (2022). State-civil society relations in Gramsci, Poulantzas and Bourdieu: Strategic implications for the degrowth movement. <i>Ecological Economics</i>, 193, 107275....	37
1.9 Alexander, S., et Gleeson, B. (2022). Collective sufficiency: Degrowth as a political project. Dans <i>Post-Capitalist Futures: Paradigms, Politics, and Prospects</i> (pp. 53-64). Singapore: Springer Singapore.....	41
1.10 Latour, B., et Schultz, N. (2022). <i>Mémo sur la nouvelle classe écologique: Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même</i>. Empêcheurs de penser rond. 44	

INTRODUCTION

C'est dans les années 1970 qu'apparaît le concept de la décroissance, prenant forme dans le sillon des critiques des sociétés de croissance (Meadows *et al.*, 1972), lesquelles peuvent être entendues comme des sociétés dont l'organisation sociale est fondée sur le mécanisme d'expansion continue de la production et de la consommation calculée sous forme de croissance du PIB (Latouche, 2005). Éclipsée par le concept de développement durable (Brundtland, 1988) qui sembla un temps représenter une nouvelle possibilité de compromis social (Gendron, 2006), la décroissance repart d'un nouveau souffle dans les années 2000, des suites notamment d'un colloque intitulé « *Défaire le développement, refaire le monde* » initié par Serge Latouche. En 2008, à Paris a également lieu la toute première conférence internationale sur la décroissance (Duverger, s. d.). La décroissance se présente alors comme une opposition frontale au concept de croissance verte (qualifié d'oxymore) détourne au profit d'un maintien du statu quo la vision originelle du développement durable (Rist, 2015, 2018). La décroissance présente une volonté de rupture avec le modèle productiviste des sociétés et le *fétichisme* du PIB (Bayon *et al.*, 2012). Ses entrepreneurs ont alors une double tâche : établir une critique radicale de la croissance économique et proposer une voie de sortie de la société de croissance (Schepper-Valiquette, 2014).

Il ne faut pas s'y tromper : l'objectif de la décroissance n'est pas de décroître pour décroître (ce qui est présenté comme un non-sens, au même titre qu'envisager la croissance comme *fin en soi*), mais de permettre aux sociétés de s'inscrire dans un état d'équilibre écologique, tout en améliorant les conditions de vie des populations (Latouche, 2005). Comme l'explique l'observatoire de la post-croissance et de la décroissance, il s'agit d'une « *réduction de la production et de la consommation, planifiée démocratiquement pour retrouver une empreinte écologique soutenable, pour réduire les inégalités, pour améliorer la qualité de vie* » (OPCD, 2022). Ou encore, comme le mentionne Hickel (2021, p. 3), « *Degrowth is a planned reduction of energy and resource use designed to bring the economy back into balance with the living world in a way that reduces inequality and improves human well-being* ». Dans les faits, la décroissance n'a de sens que dans le contexte d'une « *société de*

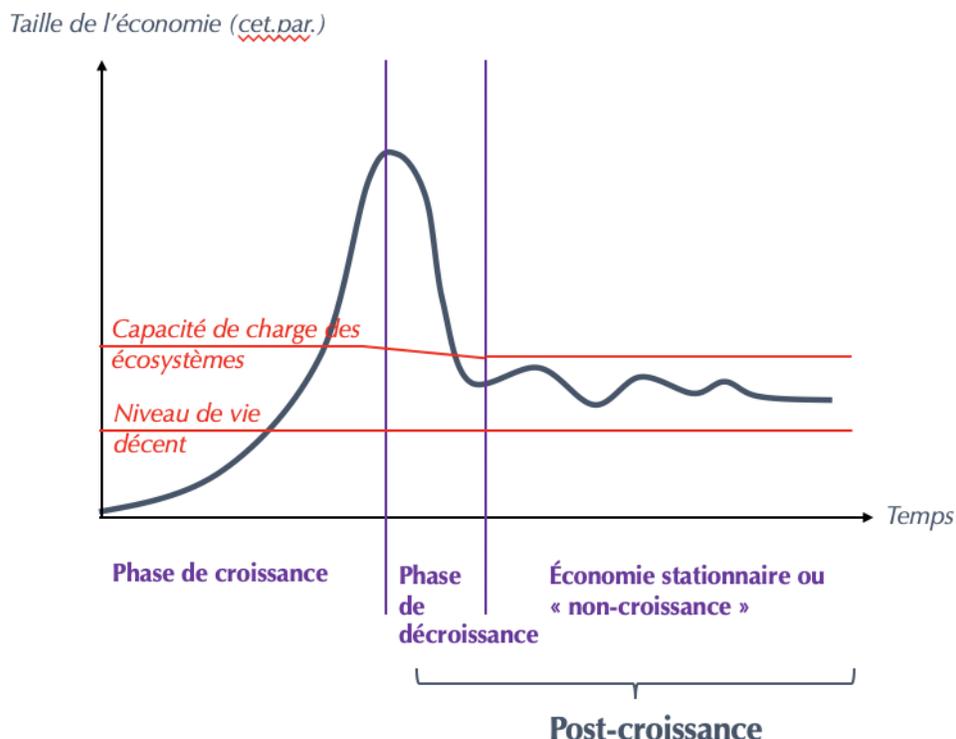
décroissance », c'est-à-dire un projet sociopolitique qui tend à découpler l'aspiration au bien-être et la durabilité d'une société de la croissance économique.

La décroissance est une phase, un état transitoire pour passer d'une « société de croissance » à des formes de sociétés « post-croissance », soit « *une ère dans laquelle déjà nous entrons, et que pourtant nous ne parvenons pas encore à définir précisément, autrement que par référence à celle que nous quittons* » (Cassiers *et al.*, 2017, p. 10).

« Post-growth' is a worldview that sees society operating better without the demand of constant economic growth. It proposes that widespread economic justice, social well-being and ecological regeneration are only possible when money inherently circulates through our economy » (Post Growth Institute, s. d.).

Comme le présente la **figure 1**, la post-croissance est le moment de dépassement de la société de croissance pour prendre en considération les enjeux écologiques et sociaux, que nous proposons d'appréhender à partir du concept de limites planétaires (O'Neill *et al.*, 2018 ; Raworth, 2018 ; Rockström *et al.*, 2009).

Figure 1 : Présentation schématique de la post-croissance



Si la littérature sur la décroissance et la post-croissance devient de plus en plus foisonnante, force est de constater qu'elle manque aujourd'hui de réflexions sur les conditions de possibilités de la transition sociale et écologique qu'elle promeut. À travers le concept d'acceptabilité sociale, définie ici comme « *l'assentiment de la population à un projet ou à une décision résultant du jugement collectif que ce projet ou cette décision est supérieur aux alternatives connues, y compris le statu quo* » (p. 124), nous proposons dans ce séminaire, de nous intéresser aux conditions d'émergences d'une nouvelle forme de compromis social écologique. Nos réflexions seront guidées par la question de savoir *quels sont les facteurs et les déterminants de l'acceptabilité sociale de la post-croissance.*

Ce cahier de recherche regroupe différents articles sélectionnés comme autant de perspectives qui apportent un éclairage sur les stratégies politiques et sociales que pourraient mettre en œuvre les courants de la post-croissance pour favoriser la transition. Certains posent le constat de la nécessité d'une transition vers une société post-croissance, vis-à-vis notamment d'autres propositions comme celle de la croissance verte, et d'autres s'intéressent davantage à la question de l'opérationnalisation des politiques de post-croissance. D'autres encore amènent une réflexion sur les rapports de forces inhérents dans la société et la manière dont les courants de la post-croissance pourraient favoriser l'assentiment de différents groupes sociaux à leur projet de transformation radicale.

Des suites du séminaire, nous réaliserons une synthèse qui présentera les principaux enseignements sur le sujet traité, ainsi que les différentes critiques établies et perspectives de recherches futures.

Je tiens à remercier l'ensemble des participantes et des participants à ce séminaire, tant pour leur temps consacré à ces riches discussions, que pour leurs brillantes contributions préparées en amont. Merci également aux professeures qui ont supervisé ce séminaire et nous ont donné l'opportunité d'explorer davantage ce sujet qui nous est cher.

Charles Duprez

RÉFÉRENCES

- Bayon, D., Flipo, F. et Schneider, F. (2012). 2. La décroissance, une idée neuve ou une vieille idée réactionnaire ? Où l'on montre que, dans un monde nouveau et souvent inquiétant, certains ne se contentent pas des vieilles formules réchauffées . Cairn.info. Dans *La décroissance* (p. 61-80). La Découverte. <https://www.cairn.info/la-decroissance--9782707173133-p-61.htm>
- Brundtland, G. Harlem. (1988). *Notre avenir à tous*. Éditions du Fleuve.
- Cassiers, I., Maréchal, K. et Méda, D. (2017). L'économie dans une ère post-croissance: quel projet, quelle pensée? Dans *Vers une société post-croissance. Intégrer les défis écologiques, économiques et sociaux*. (Éditions de l'Aube).
- Duverger, T. (s. d.). *Décroissance : histoire d'une idée (La)*. EHNE (Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe). Sorbonne Université. Récupéré le 12 septembre 2021 de <https://ehne.fr/fr/encyclopedie/th%C3%A9matiques/civilisation-mat%C3%A9rielle/consommation-et-circulations-transnationales/la-d%C3%A9croissance-histoire-d%E2%80%99une-id%C3%A9>
- Gendron, C. (2006). *Le développement durable comme compromis: la modernisation écologique de l'économie à l'ère de la mondialisation*. Puq.
- Gendron, C. (2014). Penser l'acceptabilité sociale: au-delà de l'intérêt, les valeurs. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, (11), 117-129.
- Hickel, J. (2021). What does degrowth mean? A few points of clarification. *Globalizations*, 18(7), 1105-1111.
- Latouche, S. (2005). La décroissance comme condition d'une société conviviale . Cairn.info. Dans *L'Économie* (p. 13-28). L'Esprit du temps. <https://doi.org/10.3917/edt.troud.2005.01.013>
- Meadows, D. H., Meadows, D. L., Randers, J. et Behrens, W. W. (1972). A report to the Club of Rome: Limits to growth. *Earth Island Limited, London*.
- O'Neill, D. W., Fanning, A. L., Lamb, W. F. et Steinberger, J. K. (2018). A good life for all within planetary boundaries. *Nature sustainability*, 1(2), 88-95. <https://doi.org/10.1038/s41893-018-0021-4>
- OPCD. (2022). Charte des valeurs de l'Observatoire de la Post-croissance et de la décroissance (OPCD). <https://opcd.co/observatoire/charte/>
- Post Growth Institute. (s. d.). *About post-growth economics*. Post Growth Institute. Récupéré le 12 septembre 2021 de <https://www.postgrowth.org/about-post-growth-economics>
- Raworth, K. (2018). *la théorie du donut - l'économie de demain en 7 principes*. Plon.
- Rist, G. (2015). *Le développement-4 édition: Histoire d'une croyance occidentale. 4 édition revue et augmentée*. Presses de Sciences Po.
- Rist, G. (2018). *La tragédie de la croissance*. Presses de Sciences Po.

- Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin, F. S., Lambin, E. F., Lenton, T. M., Scheffer, M., Folke, C. et Schellnhuber, H. J. (2009). A safe operating space for humanity. *nature*, 461(7263), 472-475. <https://doi.org/10.1038/461472a>
- Schepper-Valiquette, B. (2014). *Le concept de décroissance économique chez Serge Latouche: Une résistance au capitalisme. [Mémoire de maîtrise]*. UQAM. <http://archipel.uqam.ca/id/eprint/6658>

CRITIQUES DE TEXTES

1.1 Introduction à la post-croissance et à la décroissance : la question du comment (2 textes)

Rumpala, Y. (2009). La décroissance soutenable face à la question du «comment?» Une remise en perspective par les processus de transition et leurs conditions de réalisation. *Mouvements*, (3), 157-167.

&

Méda, D. (2021). Une société post-croissance est-elle possible?. *Revue du MAUSS*, 57(1), 69-73.

Par *Louise Lecomte*

1.1.1 D. Méda, Une société post-croissance est-elle possible ?***Le PIB, un indicateur illusoire***

L'assimilation entre PIB et richesse est trompeuse. Si les indicateurs sont critiquables quant à leur prise sur le réel, il n'empêche que celui-ci contraint les actions, publiques notamment. Le PIB est né dans l'entre-deux-guerres, période focalisée sur la croissance par la reconstruction ou le fait de nourrir la population. La productivité et la consommation constituent alors des idéaux de progrès. Cette vision est aujourd'hui critiquée, les effets pervers de la croissance – même verte – sont visibles.

Une sortie de la croissance

Pour une société post-croissance, il serait nécessaire de combiner le PIB avec des limites sociales et environnementales. Celles-ci pourraient être mesurées par l'Indice de santé sociale (Jany-Catrice et Marlier, 2020) et l'empreinte carbone.

Certaines conditions de sortie de la croissance peuvent être identifiées :

- Cesser la séparation entre humains et non-humains par une remise en cause d'une opposition entre nature-objet et sujet-pensant et un ré-encastrement des sociétés humaines dans la nature ;
- Repenser les indicateurs de richesse avec une dimension sociale et environnementale ;
- S'engager dans une politique de réduction des inégalités et de décarbonation ;
- Créer un récit ou un imaginaire enthousiasmant mettant en lumière les avantages de ces mesures, comme la réduction des effets néfastes de la pollution sur notre santé et sur la biodiversité.

Une condamnation de l'aliénation au travail

Abstention aux consultations électorales et aliénation au travail vont de pair (Coutrot, 2018). L'autrice et ses consœurs (Méda, Ferreras, Battilana, 2020) suggèrent dans une tribune devenue ouvrage de donner une voix aussi importante aux travailleur•euse•s qu'à celles et ceux qui apportent les capitaux. Cela dans le but de démocratiser l'entreprise, démarchandiser le travail, et permettre une allocation du travail au plus près des connaissances des travailleur•euse•s. En effet, ces dernier•e•s sont les mieux placé•e•s pour identifier les alternatives écologiques à leurs pratiques de travail actuelles.

L'idée est ainsi de considérer notre richesse par-delà le travail, mais aussi de reconsidérer le travail lui-même.

Ce premier article pose certaines bases au sujet de la décroissance, s'ancrant dans des pratiques actuelles. Partant d'un constat similaire, l'article suivant constitue un véritable appel à une transition réfléchie et concrète vers la décroissance.

- 1.1.2 Y. Rumpala, La décroissance soutenable face à la question du « comment ? », Une remise en perspective par les processus de transition et leurs conditions de réalisation

Définir la décroissance

La notion de décroissance, plutôt considérée dans des sphères périphériques par rapport à celle de développement durable, souffre d'une définition plus négative que positive. En effet, il est plus aisé d'identifier ce dont une société décroissante ne voudrait plus, que ce qui est désirable précisément. L'enjeu réside majoritairement dans le fait de sortir d'une obsession de la croissance économique au détriment de considérations écologiques et sociales. La

décroissance, c'est organiser la subsistance des activités des populations sans dégrader voire détruire le substrat naturel.

Organiser la transition

Pour que la décroissance se produise, est nécessaire une « *diminution régulière de la consommation matérielle et énergétique, dans les pays et pour les populations qui consomment plus que leur empreinte écologique admissible* » (Ridoux, 2006, p.91). Nous avons donc besoin d'une transition. Celle-ci doit être un processus englobant, touchant à la fois les pratiques, rationalités, institutions et bases culturelles pour sortir de pratiques et trajectoires dommageables. Les dimensions économique, technologique, culturelle et institutionnelle doivent être réorganisées.

L'enjeu est tel qu'une véritable théorie du changement est nécessaire, présentant une vue d'ensemble, car aucun élément ne peut être traité de manière isolée et indépendante. Face à une situation si complexe, le besoin d'une approche systémique se fait ressentir (Bertalanffy et al., 2012; Morin, 2005).

Nous sommes face à une double question, « que faire ? », mais aussi « comment faire ? ». Ainsi réfléchir à une décroissance soutenable, c'est réfléchir à trois axes :

- Les conditions d'acceptation des idées telles que la sobriété dans la consommation ou une révision de la manière de penser le travail ;
- La généralisation de pratiques de capitalisation des expériences comme l'économie solidaire ;
- La coordination des initiatives existantes comme la restauration du circuit court ou de coopératives d'achat.

Les trois axes de réflexion

- Enjeu de la confrontation avec les valeurs et intérêts dominants :

La décroissance appelle à transformer les visions du monde et les préférences individuelles et collectives. Une transformation de valeurs, proche du post-matérialisme, constitue une première étape qui se heurte aux besoins individuels. Dans un monde en post-croissance, les valeurs, désirs, intérêts et besoins sont à redéfinir, exercice qui pose encore question,

notamment concernant les besoins : est-il possible de repenser ces derniers, collectivement et individuellement ?

Faire face aux schémas normatifs et aux intérêts installés fait émerger des questions concernant les intérêts économiques existants, ou les actions à mettre en œuvre. Ceci est d'autant plus difficile que le monde des affaires, focalisé sur la croissance, reste légitime dans la société. Quelques initiatives ont émergé, mais restent marginales, comme Casseurs de Pub ou Adbusters qui tentent d'affaiblir l'influence du système publicitaire, mise en avant par le travail Brulle et Young (2007) notamment.

- Les possibilités de pénétration des pratiques :

Les individus sont appelés à limiter leur propre consommation. Tâche délicate, d'autant plus dans un environnement où la consommation globale continue d'augmenter. La décroissance peut émaner de l'adaptation des pratiques : pratiques communautaires, seconde main, « do it yourself », *etc.* Il est nécessaire d'évaluer l'effet des pratiques afin d'identifier les plus soutenables, charge qui repose sur les individus. Par ailleurs, les pratiques soutenables vont de pair avec l'information produite à leur sujet. Grâce aux informations, les individus peuvent s'orienter vers les options les plus soutenables.

Néanmoins, les choix individuels et collectifs sont contraints par des contextes sociaux, culturels et institutionnels qui eux-mêmes doivent évoluer. Autrement, l'effort se concentre sur les individus pour qui les pratiques en accord avec la décroissance demandent de sortir des manières de faire dominantes. D'autant plus qu'un effet rebond est observé aujourd'hui dans certaines populations. Il consiste à se protéger individuellement de phénomènes liés au changement climatique par des pratiques plus polluantes et éloignant de l'origine du problème, minimisant ainsi la volonté de le résoudre.

Les mobilisations politiques axées sur le mode de vie sont insuffisantes, car sans commune mesure avec les forces – culturelles et économiques – opposées. Ceci implique que la mobilisation ne peut être que collective pour avoir un effet.

- La question du renversement des contraintes structurelles : promesses et espoirs de la mise en réseaux d'expériences

La plupart des initiatives actuelles constituent des expérimentations relativement marginales, d'où la nécessité de les agréger.

Une décroissance soutenable engendre une réflexion au niveau des structures (institutionnelles, économiques, technologiques). Ainsi, une des difficultés repose dans la génération de synergies entre des actions de nature différente. En effet, le changement devant se produire à un niveau systémique, une décroissance soutenable est possible par la coordination d'un large ensemble d'acteurs et la création de synergie entre les ressources et les compétences dont ces acteurs disposent. L'actuelle fragmentation sur des créneaux resserrés des initiatives alternatives à la croissance représente ainsi un frein.

Les réseaux constituent un recours utile pour réunir des acteurs de nature variée autour d'un objectif commun. Les réseaux alternatifs (circuits courts, collectifs d'entraide, *etc.*), existants ou futurs, sont alors une base à développer pour générer facilement des synergies entre acteurs. Ces réseaux – les systèmes d'échanges locaux (SEL) notamment – reposent moins sur des échanges monétaires que sur des relations de solidarité, de réciprocité et de communauté. Les écovillages en sont un exemple.

Le changement structurel peut se produire par le rapprochement d'initiatives complémentaires, favorisant la prise en compte des différents aspects d'un même enjeu. Par exemple, le fait d'étendre la proposition des circuits courts de l'alimentation individuelle à la restauration renforce sa portée.

Pour conclure :

Premièrement, il est temps de définir et mettre en œuvre une réelle transition. Celle-ci passe par une déclinaison de la transition à différentes échelles afin de toucher les enjeux interdépendants que l'on rencontre aujourd'hui. Cela peut permettre d'envisager une décroissance soutenable.

Ensuite, une réflexion collective est en cours, elle consiste à dénoncer une situation systémique – touchant à la quasi-totalité des aspects de nos vies – et à trouver les solutions pour en sortir. Ceci implique un changement sur le temps long, impliquant de développer, généraliser et faire converger les différentes initiatives qui existent, mais aussi d'en élaborer de nouvelles.

Enfin, la réflexion doit se coupler à un passage à l'action. Aujourd'hui, la littérature sur la décroissance donne peu de perspectives opérationnelles, ce qui est pourtant d'autant plus nécessaire que les freins sont nombreux.

Ajout personnel : Nombre des éléments relevant de pistes de solutions mis en avant par Rumpala sont esquissés dans l'ouvrage de Delannoy et Bourg (2017), proposant un système productif favorable aux sphères économiques, écologiques et sociales. Face à un enjeu complexe, une appréhension systémique des enjeux est proposée, centrée autour de la contribution à des communs.

RÉFÉRENCES

- Bertalanffy, L. von, Laszlo, E., Chabrol, J.-B., & Paulré, B. (2012). *Théorie générale des systèmes*. Dunod.
- Brulle, R.J. Young L.E., « Advertising, Individual Consumption Levels, and the Natural Environment, 1900- 2000 », *Sociological Inquiry*, vol. 77, n° 4, November 2007, p. 522- 542.
- Coutrot T., 2018, *Libérer le travail. Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer*, Paris, Seuil.
- Delannoy, I., & Bourg, D. (2017). *L' économie symbiotique : Régénérer la planète, l'économie et la société*. Actes sud.
- Jany-Catrice F. et Marlier G., 2020 *La santé sociale des nouvelles régions françaises (2008-2016)*, Fondation Maison des sciences de l'homme. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02967607/document>.
- Méda D., Ferreras Isabelle et Battilana Julie, 2020, *Le Manifeste Travail. Démocratiser. Démarchandiser. Dépolluer*, Paris, Seuil.
- Morin, E. (2005). *Introduction à la pensée complexe*. Édition du Seuil.
- Ridou N., *La Décroissance pour tous*, Parangon, Lyon, 2006, p. 91

1.2 Petridis, P., Muraca, B., & Kallis, G. (2015). Degrowth: between a scientific concept and a slogan for a social movement. Dans *Handbook of ecological economics* (pp. 176-200). Edward Elgar Publishing.

Par Audrey Gachassin

Le texte étudié est un chapitre extrait de l'ouvrage *Handbook of Ecological Economics*, publié en 2015, et qui rassemble des chapitres sur différents domaines de l'économie écologique, i.e l'étude des interactions entre l'économie et le fonctionnement biophysique de la Terre dont elle dépend (Froger *et al.*, 2016), en proposant à chaque fois un état de l'art du domaine approché. Nous analyserons ici le chapitre 8, qui porte sur la décroissance.

Dans l'introduction de leur ouvrage, Martínez-Alier et Muradian expliquent que l'économie écologique est un champ traditionnellement proche des « *social bottom-up movements* », et que si toutes les acteur·ice·s de ce champ ne se situent pas en faveur de la décroissance, toutes reconnaissent les limites terrestres physiques à la croissance. En 2015, la décroissance est un concept connu et étudié depuis plusieurs années dans de nombreux champs disciplinaires. L'un des intérêts de cet article réside d'ailleurs dans son écriture par des chercheur·euse·s inscrit·e·s dans les champs de l'économie et de la philosophie.

Dans ce chapitre, les auteur·ice·s cherchent à savoir comment la décroissance peut devenir socialement durable. Pour ce faire, iels procèdent en premier lieu à un état de l'art sur les concepts de croissance et de décroissance ainsi que l'état actuel de la recherche sur ces derniers. Iels finissent l'article en donnant des pistes de réflexion à creuser pour enrichir les recherches existantes et continuer de donner une assise théorique solide à la décroissance.

Les auteur·ice·s commencent par tenter de définir ce qu'est la décroissance. Iels posent que c'est un concept qui est à la fois un concept politique qui aspire à mobiliser les mouvements sociaux et un concept scientifique, qui reconnaît que l'économie capitaliste n'est ni souhaitable, ni durable. Il s'agit donc d'un concept à l'intersection entre des idées critiques théoriques et des actions politiques concrètes. S'iels insistent sur l'idée qu'il s'agit d'un concept en construction (et qui a pour vocation de se construire en permanence), iels donnent la définition de sa dernière reconnaissance académique : « *the transition – via the gradual and equitable downscaling of production and consumption – to a quantitatively smaller and*

qualitatively different economy that respects the environment, increases human well-being and aims at social equity ». Selon eux, la décroissance met en jeu l’imaginaire social de la croissance qui est au fondement de nos sociétés capitalistes-consuméristes occidentales, pour poser l’idée que les gens pourraient mieux vivre, avec moins. Ils expliquent que pour que la décroissance soit socialement durable, il faut une sortie organisée et volontaire de notre système actuel.

La croissance économique est devenue une fin en soi et non plus un moyen utilisé pour maximiser nos conditions de vie. Or, en se basant sur la littérature scientifique et académique, les auteur·ice·s montrent que la dynamique de croissance est aujourd’hui en crise pour deux principales raisons : les limites physiques à la croissance et des dynamiques de stabilisation qui sapent ses propres conditions de reproduction. L’urgence climatique semble également avoir encouragé la critique morale de la croissance économique. Cette crise du système actuel et son risque d’effondrement semble nécessiter une nouvelle vision transformatrice.

Le chapitre débute par une description de l’évolution du concept scientifique de décroissance, de son émergence dans les années 1970 aux années 2010. Ils insistent sur l’idée que le système actuel compromet l’usage des ressources dont nous disposons pour les générations futures, et que tant que l’idée de croissance prédomine, notre système économique ne peut être durable. Ils précisent que les préoccupations autour de l’épuisement physique des ressources est lié aux préoccupations de justice environnementale et de démocratie. Selon eux, dans l’histoire moderne de la décroissance, les mouvements sociaux ont eu une place prédominante et le concept n’est revenu dans le monde de la recherche que récemment. Dans ces dernières années, on assiste cependant à une place grandissante de la décroissance dans les conférences académiques.

Les auteur·ice·s posent que la décroissance nécessite le changement complet (politique et culturel) de notre imaginaire actuel, et même une « décolonisation » de cet imaginaire. C’est un projet politique radical qui implique un nouveau narratif autour de l’idée que la société peut vivre mieux avec moins. Ce changement doit en fait être un processus continu, avec notamment la création d’une démocratie qui fournirait les conditions de la mise en place de nouvelles croyances et de l’institution de nouvelles normes. Ils insistent sur le fait que le concept de transformation (permanente) est essentiel. Selon eux, les moyens de transformation sont multiples, d’un militantisme d’opposition directe à la mise en place d’alternatives économiques. La diversité et la complémentarité de ces stratégies de

transformation, ainsi que la multiplicité des théories fait la force du concept de décroissance et encourage la recherche à continuer à se pencher sur ce concept.

Ainsi, iels concluent ce chapitre en dégagant cinq pistes de réflexion à approfondir et à mettre sur les agendas de recherche scientifique et académique. Premièrement, iels mettent en avant la nécessité de continuer à faire des recherches pour prouver que le système de croissance économique est voué à l'échec. Ensuite, iels pensent qu'il faudrait davantage s'intéresser à l'histoire de la croissance : comment le discours de la croissance est devenu dominant ? comment son hégémonie s'est reproduite ? comment les institutions ont fait de la croissance une nécessité ? Iels posent ensuite qu'il faut davantage se pencher sur les conditions nécessaires (et notamment l'articulation des conditions économiques et sociales nécessaires) à une décroissance durable, ainsi que sur les preuves du (non) lien entre revenus et bonheur. Quatrièmement, iels insistent sur le besoin de faire des recherches sur la construction de l'imaginaire de décroissance et de sa mise en pratique concrète par certains groupes d'individus. Iels ajoutent que les chercheur·euse·s de la décroissance ne conduisent pas seulement des analyses scientifiques des transformations sociales, mais des analyses *pour* des transformations sociales. Enfin, iels réfléchissent à l'implémentation de plusieurs politiques publiques, comme ramener du sens au travail ou la mise en place d'éléments indirects de redistribution.

Finalement, les auteur·ice·s posent que pour que la décroissance soit un concept ralliant il faut qu'elle découle d'un désir social et ainsi qu'il s'opère une sortie volontaire et organisée du système capitaliste occidental actuel. Or, pour qu'il y'ait un tel désir social, il faut que l'idée de décroissance soit au préalable socialement acceptée. Si les auteur·ice·s indiquent que la décroissance gagne en popularité en temps de crise et apparaît comme une opportunité, et que la crise environnementale accélère la critique morale de la croissance économique, iels expliquent que la décroissance est aussi désirable en soi. Ainsi, elle naît du constat que la croissance ne fonctionne pas et que les gens peuvent vivre mieux avec moins.

Pour que la sortie du système actuel soit organisée et volontaire, il faut redéfinir des valeurs collectives et instaurer de nouvelles politiques publiques. Il faut donc une nouvelle vision pour transformer radicalement la société. Une nouvelle démocratie, plus flexible, et en accord avec les aspirations des populations est nécessaire. Pour faire advenir ces changements, les auteur·ice·s préconisent de repolitiser et démocratiser le discours des limites de la croissance

en ouvrant des espaces de délibération et en donnant la voix aux personnes marginalisées. Cela passerait également par l'exposition explicite des conflits sociaux et des structures vétustes qui existent aujourd'hui.

Plus concrètement, il faudrait alors une alliance entre différents groupes d'acteur·ice·s : militant·e·s, académiques, praticien·ne·s, citoyen·ne·s engagé·e·s dans les pays du Nord et du Sud. Ces alliances permettraient de réformer les discours, ainsi qu'expérimenter de nouvelles institutions alternatives. Iels indiquent par exemple que les actions directes des différents mouvements sociaux peuvent faire conscientiser davantage sur les limites de la croissance et des opportunités de la décroissance. Mais iels insistent également sur l'importance d'initiatives alternatives locales qui concrétiseraient des projets politiques, comme des projets de *co-housing*, de permaculture, d'écovillages, de technologies en *open-source*, de *co-housing* ou encore d'échanges non-monétaires.

Ces projets permettent de promouvoir des projets politiques collectifs et donc d'autres valeurs et perceptions (communauté, coopération, solidarité, hospitalité) et créent une émulation autour de la formulation d'alternatives collectives autour de valeurs. Ainsi, l'acceptabilité sociale de la décroissance se caractériserait par la participation directe à des alternatives économiques et sociales, ces alternatives instituant les conditions de réflexions communes autour de projets (radicalement) différents. Les auteur·ice·s pensent également qu'il faudrait réformer les institutions afin qu'elles créent les conditions d'une transformation sociétale, mais certain·e·s objectent que l'idée de révolution (ou de changement radical) pourrait se perdre. Finalement, iels mettent en avant l'importance de la recherche, et notamment de la recherche-action, pour pousser à davantage d'expérimentations et continuer d'entretenir les interactions entre monde académique et mouvements sociaux.

Cet article est particulièrement intéressant, car il permet de penser la décroissance en articulant la théorie et la pratique, notamment les liens entre monde académique et mouvements sociaux, et même leur décroisement qui permet d'ouvrir les réflexions.

On peut cependant regretter que l'article n'étudie pas davantage les liens entre mouvements sociaux et décroissance et les conditions de ces liens. En effet, il semble difficile de rassembler différents mouvements sociaux sous l'étiquette de la décroissance, ou même explicitement associés à cette dernière. Si l'on prend l'exemple des mouvements écologistes, une branche s'identifie ainsi comme anti-capitaliste, mais elle reste minoritaire (et divisée)

et considérée comme radicale par le reste des militant·e·s et de la société. Si les actions de désobéissance civile peuvent faire monter la conscience de l'urgence de sortir de notre système, cette branche reste considérée comme radicale, surtout si elle est violente.

Elle permet alors surtout à l'aile modérée de gagner davantage de soutien, mais rien ne garantit que les revendications de cette aile radicale soient acceptées (Malm, 2020), et donc ici que la décroissance gagne en acceptabilité sociale. S'allier autour du concept de décroissance et de « *degrowth strategies* » demande alors des efforts de la part des différents mouvements sociaux, tant sur les buts à atteindre que sur les stratégies utilisées pour atteindre ces buts (Contamin, 2010).

Cela demande aussi une volonté des militant·e·s de se reconnaître dans ce mouvement et dans ce concept de manière explicite.

RÉFÉRENCES

Contamin J-G, « Cadrages et lutte de sens », in Agrikoliansky *et al.*, *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, 2010, pp. 55 – 75.

Froger G., Calvo-Mendieta I., Petit O., Vivien F-D., « Qu'est-ce que l'économie écologique », *L'économie Politique*, vol. 1, n°69, pp. 8 – 23.

Malm A., *Comment saboter un pipeline ?*, La Fabrique, 2020

- 1.3 Sandberg, M., Klockars, K., & Wilén, K. (2019). Green growth or degrowth? Assessing the normative justifications for environmental sustainability and economic growth through critical social theory. *Journal of Cleaner Production*, 206, 133-141.**

Par *Mathilde Mougel-Lachance*

Questions

De quelle manière pouvons-nous atteindre une véritable durabilité environnementale et économique tout en répondant aux défis sociaux contemporains : la croissance verte ou la décroissance ?

Réponses

La communauté scientifique a atteint un consensus : des changements sont nécessaires afin de mettre un terme à la dégradation systémique de l'environnement. La solution populaire consiste à être la croissance verte qui permet de conserver notre cadre économique actuel, tandis que l'alternative proposée, soit le concept de décroissance, reste marginale, vu la nécessité d'une transformation radicale des modes de consommation et de production de notre société. Au plus, même les diverses initiatives mondiales telles que l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable des Nations Unies présupposent une croissance économique continue, malgré le fait que la recherche indique la faible probabilité de la croissance verte comme option de durabilité environnementale.

La croissance verte repose sur les innovations technologiques afin d'accroître l'efficacité de la production, permettant ainsi de séparer l'utilisation des ressources naturelles et les impacts d'une croissance économique ininterrompue, tandis que la décroissance remet complètement en question l'idée d'une croissance économique continue et propose plutôt une utilisation durable des ressources naturelles, qui nécessite des changements fondamentaux dans les niveaux de consommation et de production, notamment chez les pays les plus développés.

Ainsi, l'article s'inscrit dans une argumentation entre la croissance verte et la décroissance à travers le prisme de la théorie sociale critique par l'évaluation de leur adéquation à répondre

aux défis environnementaux et sociaux. Les auteurs explorent également les implications normatives des deux approches en utilisant les cadres de la théorie sociale critique.

Argumentaire

Les auteurs débutent leur argumentation par une explication de la théorie sociale critique. À cet effet, cette théorie reconnaît de manière explicite que tout effort visant une transformation de la société, que ce soit la croissance verte ou la décroissance, repose sur un idéal normatif. La théorie sociale critique considère que la société est façonnée par des forces économiques et politiques qui ne sont pas nécessairement en concordance avec l'intérêt général. Dans le présent cas, les auteurs se basent sur une analyse critique de ces forces ayant conduit à la crise environnementale et sociale que nous connaissons. S'en suit une proposition de solutions afin d'atteindre une véritable durabilité environnementale. À cet effet, l'article applique la théorie sociale critique à l'analyse de la durabilité environnementale, qui prône un idéal normatif de préservation de l'environnement, mais aussi de la société humaine future. Cet idéal concerne directement la survie de l'environnement naturel et touche aux questions liées aux changements climatiques.

En 2014, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a identifié les émissions anthropiques de gaz à effet de serre comme étant la cause principale des changements climatiques, notamment les émissions provenant des sociétés occidentales à forte consommation. Ces émissions provoquent une dégradation environnementale sans précédent, qui réduit considérablement les services écosystémiques nécessaires à la survie humaine. Ainsi, l'idéal normatif de préservation de l'environnement est nécessaire autant pour assurer la survie de l'environnement que de la société.

Dans la croissance verte, c'est plutôt le souci du système économique qui motive à la préservation de l'environnement, notamment pour assurer la stabilité et la prospérité de l'économie. Les solutions proposées par les écomodernistes pour la croissance verte reposent sur l'innovation technologique pour une utilisation plus efficace des ressources, permettant évidemment une production et une consommation croissante, tout en diminuant l'utilisation des ressources naturelles. De ce fait, aucun changement substantiel dans les modèles économiques et les niveaux de consommation n'est requis, pouvant ainsi porter entrave à la mise en œuvre de politiques environnementales et à répondre aux inégalités sociales croissantes. En sus, la croissance verte se fonde sur un objectif de préservation du système

économique capitaliste en place, particulièrement au niveau de son paradigme de croissance inhérent. C'est pourquoi la croissance verte est problématique; elle tend à concilier les idéaux normatifs de la préservation de l'environnement et de la croissance économique, amenant comme finalité la priorisation de l'économie.

À l'inverse, les auteurs montrent que la décroissance détient une justification normative plus forte que la croissance verte, faisant de ce concept l'option idéale. La décroissance soutient que la poursuite de la croissance économique n'est pas durable autant sur le plan environnemental que social, et identifie plutôt la préservation de l'environnement ainsi que le bien-être humain et l'équité sociale comme étant l'idéal normatif auquel l'économie doit adhérer. Ainsi, la décroissance suggère la nécessité d'une transformation radicale de la société afin de préserver l'environnement, impliquant une réduction de l'utilisation des ressources naturelles, donc une diminution des niveaux de production et de consommation. Les recherches antérieures ont démontré que les moyens proposés pour atteindre la durabilité environnementale visaient la réduction de la consommation de matières et d'énergie, l'augmentation de la production et de la consommation locale ainsi que la modification des modes de consommation. En d'autres termes, la décroissance peut être traduite comme étant l'approche de la suffisance.

Les auteurs terminent leur argumentaire par la discussion de la faisabilité de la croissance verte et de la décroissance. Concernant la croissance verte, le rapport du GIEC de 2014 mentionnait déjà explicitement que les améliorations technologiques en termes d'efficacité ne suffiraient pas à réduire à temps l'utilisation des ressources naturelles, donc à mettre un terme à la dégradation de l'environnement. À l'inverse, de nombreuses études soulignent le potentiel élevé de la décroissance dans la lutte contre les changements climatiques. De nombreux auteurs ont calculé les réductions substantielles des émissions de gaz à effet de serre dans les changements radicaux de nos modes et niveaux de consommation. On parle ici des changements en termes d'alimentation, de mobilité, de logement et même d'activités de loisirs. De ce fait, il ne reste plus que la proposition d'une transformation sociétale à être concrétisée. Reste à savoir si la réticence envers la décroissance est due à un manque d'acceptabilité sociale ou plutôt à l'incompréhension, voire l'inexistence d'une telle perspective par la population.

Contribution

L'article offre une perspective critique concernant les discours normatifs sur la croissance économique et la durabilité environnementale, tout en soulignant les enjeux sociaux associés à ces questions. En utilisant la théorie sociale critique comme cadre d'analyse, les auteurs permettent de confronter les arguments normatifs pour les deux perspectives opposées, soit la croissance verte et la décroissance, et les confrontent aux réalités sociales et économiques de la société occidentale.

Utilité

Les arguments normatifs utilisés pour l'analyse critique des deux perspectives favorisent une meilleure compréhension des enjeux complexes liés au débat entre la croissance verte et la décroissance. L'article donne aussi des pistes pour une action concertée pour un développement économique, social et environnemental durable, et équitable.

Critique

Les auteurs concentrent principalement leur analyse dans un cadre théorique et conceptuel, plutôt que sur une analyse empirique approfondie. De plus, les auteurs ont tendance à effleurer certains arguments, sans aller au fond des choses, notamment les arguments de l'équité et de la durabilité sociales. Enfin, l'article peut être critiqué pour ne pas tenir compte de certains arguments en faveur de la croissance économique et de la croissance verte, tels que la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. En somme, il aurait pu être intéressant d'obtenir des recommandations pratiques pour les décideurs politiques et les acteurs économiques.

1.4 Paulson, L., et Büchs, M. (2022). Public acceptance of post-growth: Factors and implications for post-growth strategy. *Futures*, 143, 103020.

Par Léa Goldman

Questions de recherche et hypothèses

L'article « Public acceptance of post-growth: Factors and implications for post-growth strategy » aborde la question de l'acceptabilité sociale des politiques de "post-croissance", soit comment et pourquoi certaines politiques peuvent être acceptées ou rejetées par le public. **Les auteurs se concentrent, dans cet article, sur les valeurs socioculturelles et les caractéristiques socio-économiques qui sont associées au soutien de la post-croissance et sur les raisons de ce soutien.** Pour ce faire, ils examinent les expériences et les attitudes des gens envers la croissance économique et la durabilité. « L'accent mis sur l'acceptation est important, car l'action politique repose sur l'acceptation du public (Ejelov & Nilsson, 2020), en particulier s'il s'agit d'intervenir dans la vie des citoyens pour réduire des comportements non durables, mais populaires (Hausknost et coll., 2018). » (Paulson et coll., 2022)

Méthodologie

Afin de déterminer quelles valeurs et quels facteurs socio-économiques influencent l'acceptation par le public de la post-croissance des « données quantitatives et qualitatives ont été collectées et analysées séparément, puis les résultats ont été comparés pour voir comment chaque ensemble de données soutenait ou contredisait l'autre. » (Paulson et coll., 2022) Les données quantitatives proviennent l'étude de 2017 sur les valeurs européennes (EVS) menées dans 34 pays européens. Les données qualitatives proviennent, de leur côté, d'entrevues semi-dirigées menées en Grande-Bretagne en juin 2020.

Résultats

« *L'approche mixte de cette étude fournit une image stratifiée de l'interaction entre les valeurs, les caractéristiques socio-économiques et l'acceptation d'un avenir post-croissance* » (Paulson et coll., 2022). Les données quantitatives de cette recherche nous ont appris que le soutien à la post-croissance est associé, d'un côté, à un revenu élevé, à un niveau d'éducation élevé, au fait d'être employé ou indépendant, ainsi qu'à des valeurs post-matérialistes, telles que des valeurs pro-environnementales, postmatérialistes et altruistes. Les données qualitatives nous ont plutôt à démontrer que ces trois valeurs ne se chevauchent

pas nécessairement et que les valeurs individualistes et méritocratiques ont plutôt un impact négatif sur l'acceptation de la post croissance. Un des grands défis identifiés dans cette étude est que « *les personnes bien placées (revenus élevés, haut niveau d'éducation) étaient moins susceptibles de soutenir une plus grande égalité des revenus et des valeurs collectivistes, ce qui serait nécessaire pour adopter des politiques susceptibles de rendre l'avenir post-croissance plus acceptable pour les personnes défavorisées de la société.* » (Paulson et coll., 2022) Ces considérations devront donc être prises en considération par le preneur de décisions afin de réduire les préoccupations.

Tableau récapitulatif des valeurs ayant un impact sur l'acceptabilité d'un avenir post-croissance

Enabling Values		Limiting Values	
Environmentalism	Increased with income, education, and left-wing values	Individualism	Increased with income and education
Collectivism		Hierarchy	
Post-materialism			
Meritocracy	Enabling when meaning equality of opportunity	Meritocracy	Limiting when used for narratives of hard-work and deservedness

Finalement, une des implications de cette étude pour la prise de décision est, dans une perspective de justice sociale, de prendre soin de bien inclure les voix marginalisées et de mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité de vie par des mesures redistributive. Les auteurs concluent également que la promotion de la post-croissance nécessite une compréhension fine des perceptions et des attitudes du public.

Contribution et utilité

Cet article est très intéressant dans la mesure où il offre un survol de plusieurs facteurs afin de mettre les bases concernant ceux ayant une influence face à l'adhésion de politique post-croissance en abordant un angle intéressant des facteurs socio-culturelle.

Critique

Une des limites qui est aussi adressée par les auteurs concerne l'échantillonnage des répondants. Premièrement, la collecte de donnée qualitative a uniquement été menée en Grande-Bretagne et deuxièmement ceux ayant choisi de participer l'ont fait de manière volontaire en ayant possiblement déjà un biais pour le changement. De plus, cet article n'entre pas en détail dans les différents facteurs qui sont présentés.

1.5 Dejardin, C. (2022). 9. Mill pionnier de la steady-state economy. Dans : C. Dejardin, *John Stuart Mill, libéral utopique: Actualité d'une pensée visionnaire* (pp. 326-349). Paris: Gallimard.

Par Roberto Collin

Dans ce texte, pour critiquer les dérives du modèle économique néoclassique et proposer une autre voie face à la crise socioécologique, la politologue et philosophe Camille Dejardin tisse un lien entre les théories des limites et la conceptualisation de l'économie stationnaire telle que proposée par le philosophe et économiste anglais John Stuart Mill.

Pour l'auteurice, les théories des limites se fondent sur le constat que le modèle économique dominant basé sur la quête continue de la croissance – le modèle néoclassique – conduit nos sociétés, *in fine*, à dépasser les limites de la planète et, de ce fait, les condamnent à une non-soutenabilité, donc une non-durabilité. Pour les principaux penseur.e.s de ces théories des limites, nos sociétés doivent tendre vers la mise en place d'une économie stationnaire, soit une qui met « en jeu des quantités constantes de population et d'artefacts humains, maintenues à un certain niveau suffisant et délibéré à la faveur de flux de maintenance bas » (Dejardin, 2022).

D'après l'auteurice, on trouve déjà les principaux fondements philosophiques de la *steady-state economy* qui, selon elle, a atteint son plus haut niveau de théorisation dans les années 1970, dans les travaux de Mill, notamment dans *Principles of Political Economy*. Dans ce fameux ouvrage, comme le souligne Dejardin, Mill soutient en effet qu'il importe de ramener les flux qui soutiennent les activités humaines à des niveaux durables, soit volontairement ou forcés par la nature.

Dans le processus de développement de sa thèse, l'auteurice commence par rappeler quelques-unes des critiques canoniques faites au modèle économique néoclassique dominant, notamment le fait qu'elle fait confondre progrès et croissance ou encore qu'elle tend à considérer comme substituables des variables de l'activité économique. Pour Dejardin, les sciences économiques, comme elle se présente dans ses courants conceptuels et théoriques orthodoxes, ont fini par s'enfermer sur ses propres hypothèses et représentations, notamment

en défendant une vision d'une science économique formalisée, loin de ses caractères empiriques.

Pour souligner le caractère non soutenable et non durable de nos sociétés, dans le sillage de l'approche économique néoclassique, l'autrice s'appuie sur deux piliers conceptuels majeurs développés des penseur.e.s des théories des limites. D'abord, en se référant aux travaux du mathématicien et économiste Nicholas Georgescu-Roegen, l'autrice souligne que le développement dans le temps de nos sociétés complexes aboutisse à une dépense irréversible de l'énergie (invariant fondamental à toute transformation, dont celles de nos sociétés humaines). C'est le fameux concept de l'entropie qui renvoie à la dissipation et la dégradation irréversible et indépassable de l'énergie. Ensuite, se référant au célèbre rapport Meadows – *Limites de la croissance* –, l'autrice pointe le dépassement incontournable et désastreux des limites physiques de la planète, soumis à un régime d'exploitation continue pour maintenir la croissance économique.

Face aux limites énergétiques et des ressources de la planète, l'autrice aboutit donc à la formulation de l'économie stationnaire comme horizon de nos sociétés, dans une ère de post-croissance. Cette nouvelle ère se caractérise, entre autres, par la nécessité d'accepter les limites de la planète, pour une vie humaine décente et heureuse, ou encore par l'obligation pour nos sociétés de trouver de nouvelles manières de fonctionner, loin de l'idéal et de la poursuite de croissance économique quantitative.

Pour cela, dans la lignée du rapport Meadows, l'autrice soutient qu'une économie stationnaire doit respecter trois principes rassemblés, entre autres, sous le nom de « lois de Daly », à savoir : (1) respecter un taux d'utilisation des ressources renouvelables dans les limites de leur régénération, (2) un taux d'utilisation des ressources non renouvelables ne dépassant pas leur taux de substitution par des ressources renouvelables et (3) le respect des capacités d'assimilation par l'environnement des taux pollutions des activités humaines.

En dépit de ses constats et de ses critiques, dans la dernière partie de son texte, l'autrice souligne qu'aujourd'hui, nos sociétés restent obnubilées par la croissance économique. Pire encore, sous l'égide de la domination du modèle néoclassique, elles se maintiennent dans un aveuglement par rapport à l'avenir et par rapport aux catastrophes imprévues.

En conclusion de ce compte rendu, nous formulons deux critiques majeurs de ce texte. La première, inhérente à la construction même du texte, porte sur le peu de places que l'auteur fait au développement de la pensée de Mill sur l'état stationnaire. Alors qu'elle mobilise explicitement la vision du philosophe anglais dans sa dialectique avec les théories des limites pour critiquer le modèle néoclassique, outre une simple définition, aucun ancrage structuré n'est fait. La seconde critique touche à l'absence de considérations de la complexité sociopolitique et anthropologique de nos sociétés. En effet, le modèle économique néolibéral est érigé comme l'ultime bouc émissaire des dérives de nos sociétés vers l'épuisement des ressources de la planète. Certes, le fondement paradigmatique de la croissance économique, seule voie d'accomplissement de l'humain de ce courant de la science économique constitue l'une des cautions majeures intellectuelles et morales de cette dérive. Cependant, isolé ce courant pour le faire porter tout le poids de nos dérapages, voile d'autres piliers fondamentaux qui structurent nos représentations de nous-mêmes et du monde qui sont au cœur même de notre manière d'être dans ce monde. De ce fait, il nous est difficile de dégager, dans ce texte, des facteurs déterminants à l'acceptabilité sociale de la post-croissance, si ce n'est le partage de l'assentiment philosophique (Mill), méthodologique (rapport Meadows) et théorique (entropie).

- 1.6 Kallis, G., Varvarousis, A., et Petridis, P. (2022). *Southern thought, islandness and real-existing degrowth in the Mediterranean*. *World Development*, 157, 105957.

Par Axelle Ferrant

Question

Comment les expériences de « décroissance réelle » (« *real-existing* » *degrowth*) vécues dans les îles d'Ikaria et de Gavdos ont-elles émergé et ont-elles pu se reproduire au fil du temps ? Quelles sont les principales expressions de ces situations ?

Réponse

À Ikaria, un esprit communautaire s'est développé et a été nourri par une géographie physique et historique particulière (environnement naturel rude, cachettes pour les pirates, etc.). La « décroissance réelle » s'est installée involontairement, mais s'est maintenue et a été reproduite par des pratiques, des institutions et une fierté des habitants de vivre autour de valeurs liées à la décroissance. À Gavdos, ce sont à la fois les caractéristiques géographiques de l'île (point reculé le plus au Sud de l'Europe), l'absence de développement économique et les mythes et traditions locales qui ont créé une situation de « décroissance réelle ». En résumé, ce sont essentiellement la géographie, la contingence historique et les processus de création de mythes qui ont permis l'émergence de ces espaces de « décroissance réelle ».

Ces façons de vivre s'expriment autour de valeurs liées à la décroissance, telles que la lenteur, la convivialité, la simplicité, la communalité et l'autosuffisance.

Argumentaire

Les auteurs développent leur argumentaire autour de quelques concepts clés : la « décroissance réelle », la « pensée du Sud » (« *Southern thought* ») et l'insularité (*islandness*). Ils définissent les expériences de « décroissance réelle » comme des processus incomplets et imparfaits de résistance ou d'adaptation à la croissance. Ces expériences viennent se juxtaposer aux modèles utopiques proposés dans la littérature de la décroissance et se rencontrent dans des géographies à la marge qui ne sont ni 'développées' ni 'sous-

développées'. Un autre concept central de l'article est celui de « pensée du Sud » que les auteurs définissent comme un point de vue, une posture autonome du Sud opposée aux valeurs occidentales d'utilité et de croissance. Il ne s'agit pas du Sud au sens géographique, mais bien au sens d'un état d'esprit. Dans la littérature, d'autres auteurs font également référence au Sud ou aux Suds. Par exemple, Santos (2016) mobilise le « Sud » comme une métaphore de la souffrance humaine et il associe le Sud aux populations (situées dans l'hémisphère Sud autant que dans l'hémisphère Nord) opprimées par le colonialisme, le patriarcat et le capitalisme. Finalement, l'insularité est le troisième concept central de l'article qui permet de démontrer qu'il existe une vraie spécificité liée au caractère insulaire des deux îles.

Selon les auteurs, la mer a un effet central sur le développement de ces identités insulaires distinctes. Au travers de leur texte, les auteurs argumentent comment la pensée du Sud et l'insularité se manifestent dans des contextes géographiques particuliers pour produire des alternatives provisoires et incomplètes de « décroissance réelle ».

À partir d'une étude de cas des deux îles, les auteurs ont recours à l'ethnographie et la recherche historique pour montrer comment cette « décroissance réelle » émerge et subsiste de façon différente à Ikaria et Gavdos. Ils s'intéressent aux expériences vécues sur ces deux îles non pour valider si ces expériences coïncident avec un idéal normatif de décroissance, mais bien pour comprendre comment cet éthos, cette manière de vivre peut exister. Historiquement, ils montrent comment chaque île a été le théâtre de différents moments comme la venue d'intellectuels et artistes anti-nazis à Ikaria ou de leaders communistes majeurs exilés à Gavdos. Ils relatent de nombreuses anecdotes ou récits rapportés par des insulaires qu'ils ont rencontrés.

Leurs résultats suggèrent qu'une combinaison d'« ingrédients » a permis l'émergence de ces façons de vivre différentes : la géographie, la contingence historique et la production d'un mode de pensée localisée et « indigène » du Sud construite à partir d'interactions humaines et d'imaginaires particuliers.

En conclusion, les auteurs démontrent qu'il existe déjà des situations de « décroissance réelle », installées de manière involontaire et fondamentalement non statique. Les expériences vécues à Ikaria et Gavdos apparaissent comme des « poches de décroissance » qui offrent une inspiration aux étrangers, maintenant ainsi en vie le rêve de mai 1968 « Sous les pavés, la plage! ».

Contribution

Cet article est une contribution intéressante à la littérature sur la décroissance et plus particulièrement sur les imaginaires de la décroissance. En étudiant les conditions dans lesquelles des enclaves de décroissance réelle émergent et subsistent, il permet de « montrer » la décroissance, de montrer comment la décroissance peut réellement être vécue.

Utilité

L'article n'aborde pas l'acceptabilité sociale en soi, mais permet de réfléchir à la manière dont des expériences concrètes, vécues peuvent alimenter les imaginaires de la décroissance. L'objectif de l'article n'est pas d'évaluer ou de juger les situations de décroissance réelles illustrées. Dès lors, la description des expériences vécues et de leur articulation et construction historique est inspirante pour montrer que des manières alternatives de vivre peuvent être souhaitables. Il laisse ainsi réfléchir à la question : comment les expériences concrètes de décroissance peuvent-elles alimenter les imaginaires de décroissance et les rendre socialement désirables ?

Critique

L'article illustre bien les expériences de décroissance réelle qu'il vise à faire connaître et à comprendre. Il répond aux objectifs fixés. Les auteurs ponctuent le texte de quelques témoignages et anecdotes qui permettent de visualiser en partie les expériences vécues. Toutefois, j'aurai trouvé pertinent d'ajouter également des photos ou autres illustrations pour soutenir encore davantage la capacité de l'article à nous « faire voir » ces situations de décroissance réelle.

Finalement, j'aurai également trouvé utile de resituer explicitement leur définition de la « pensée du Sud » avec celles d'autres chercheurs. C'est en effet une notion mobilisée dans d'autres approches, notamment les approches décoloniales, et qui gagnerait à être davantage mise en relief dans le texte. Les approches décoloniales tendent à lier la décroissance au Nord et d'autres concepts comme le Buen Vivir au Sud. Dans l'article, la décroissance devient en quelque sorte assimilée au Sud dans le Nord (elle est vécue dans des « poches de Sud dans le Nord »). Cette proposition de concevoir la décroissance appliquée au Sud peut soulever de nombreuses questions ou contradictions, selon la manière dont le Sud est défini. J'aurai donc

trouvé intéressant que les auteurs explicitent les tensions pouvant découler de leur proposition de lier le Sud et la décroissance.

RÉFÉRENCES

Santos, Boaventura de Sousa. 2016. *Épistémologies du Sud: mouvements citoyens et polémique sur la science*. Paris: Desclée de Brouwer.

1.7 Büchs, M., & Koch, M. (2019). Challenges for the degrowth transition: The debate about wellbeing. *Futures*, 105, 155-165

Par Julie Coquerel

Devant l'impossibilité de découpler croissance économique et externalités négatives (Parrique et al., 2019, Alexander et al., 2018), la décroissance semble une avenue à explorer de plus en plus urgente et pertinente pour de nombreux.ses chercheuses (Hickel, 2019, Abraham, 2019). Cette solution est aujourd'hui largement étudiée et de plus en plus de personnes proposent différents types de politiques pour la mettre en place (Sekulova et al., 2013). Devant cet état de fait, on peut se demander pourquoi le concept de décroissance n'a jamais gagné en popularité comparé au développement durable ou à l'économie circulaire. L'article de Büchs et Koch (2019) examine quelles sont les raisons sociales et culturelles qui freinent l'adhésion du public et des politiques aux idées décroissancistes. Iels abordent la question à travers le débat autour du devenir du bien-être dans une société post-croissance. On peut regrouper les différents éléments explicatifs en trois grandes catégories. Tout d'abord, nous verrons l'importance de l'association positive existante entre la croissance économique et le bien-être. Dans un second temps nous verrons comment le changement peut provoquer de l'appréhension. Enfin, nous verrons à quel point la question de l'identité des personnes joue un rôle important dans l'acceptabilité sociale de la décroissance.

1. Association positive entre croissance économique et bien-être

a. *Bien-être subjectif*

On peut distinguer le bien-être subjectif du bien-être objectif. Le bien-être subjectif par pays est presque systématiquement lié au PIB par habitant (Deaton, 2008). Les auteurices montrent que si au-delà d'une certaine limite de revenu, le bien-être subjectif cesse de s'améliorer, cela pourrait s'expliquer par une faiblesse méthodologique des études sur le sujet, les indicateurs ne permettant pas de monter plus haut qu'un certain seuil, le bien-être semble stagner. Néanmoins, la population des pays avec un fort PIB démontre un bien meilleur bien-être subjectif que celle des pays avec un faible PIB. De plus, selon la *loss aversion theory*, les personnes s'adaptent facilement au gain, mais difficilement à la perte : les récessions s'accompagnent d'ailleurs généralement d'une baisse du bien-être subjectif. Il

est difficile de prévoir à quel point une réduction des conditions matérielles liées au bien-être actuel serait compatible avec un maintien du bien-être subjectif.

b. Bien-être objectif

Il est difficile de définir ce qu'est le bien-être objectif, mais il est possible d'observer quelques indicateurs clés, comme l'espérance de vie. Il existe une forte corrélation entre le revenu et l'espérance de vie (EV). Cependant, des petits investissements dans les infrastructures, l'éducation et les campagnes d'immunisation suffisent pour beaucoup améliorer l'EV des populations de pays pauvres. Les résultats concernant l'impact de récessions sur la santé et l'EV montrent des résultats contradictoires et les résultats sont parfois difficiles à interpréter étant donné l'impact sur des longues périodes de temps. Certains penseurs décroissancistes prônent une démedicalisation de la santé, mais les résultats d'une telle opération sont incertains et il n'est pas certain que la population accepterait de ne pas observer une amélioration, même minime de l'EV.

c. Perspective des besoins universels

Plutôt que de se concentrer sur préserver le bien-être subjectif, difficile à mesurer, les auteurices proposent de se concentrer sur la préservation de besoins universels, qui selon elles pourraient être définis de manière démocratique grâce à un dialogue entre les citoyens et les experts, tout en prenant en compte les besoins des générations futures.

2. Appréhension face au changement

a. Réaction aux changements

L'espérance de vie et le bien-être sont affectés négativement en cas de croissance ou de récession rapide. Selon la *loss aversion theory*, les personnes s'adaptent facilement au gain, mais difficilement à la perte. De plus, les changements de sociétés rapides ont de fortes chances de générer des conflits sévères au sein de la population, en particulier pour le groupe de privilégiés.

b. Manque de preuves

Il existe peu de preuves concernant les résultats sur le bien-être d'une société décroissanciste. Ce manque de preuve empirique peut expliquer la réticence des populations et des politiques à s'engager en faveur de la décroissance. Les personnes sont inquiètes des conséquences

négligentes de la décroissance sur leur bien-être. Une solution que proposent les auteures serait de définir démocratiquement notre conception du bien-être, pour que celui-ci inclue celui des générations futures.

3. Enjeux identitaires

L'identité et les buts de vie des individus sont liés à la croissance. Le succès est fortement lié à la carrière, aux revenus et aux biens possédés. L'épanouissement personnel est parfois également lié à une certaine vision entrepreneuriale de soi-même. Il faudrait un renversement de certaines valeurs culturelles et sociales fortes pour se détacher de l'idéologie capitaliste. En effet, en cas de changement rapide de cadre social, l'identité des personnes joue un rôle majeur, car elles se sentent mésadaptées, leur cadre de référence original ne cadrant pas avec celui nécessaire pour se sentir épanouis dans une "nouvelle" société.

La croissance est fortement associée au bien-être. Il sera difficile d'assurer un maintien du bien-être subjectif et objectif, actuellement très élevé, des sociétés occidentales dans un monde décroissant. Il faut redéfinir de manière démocratique la signification et la compréhension de la notion de bien-être. Les auteures proposent la création de forums de consultations démocratiques composés de citoyens et d'experts pour déterminer ensemble quels sont les besoins minimums et maximums des personnes, ainsi que quelles seraient les meilleures manières de faire évoluer notre système culturel et social pour faire face aux challenges liés à la décroissance.

Critique

Cet article est utile, car il permet de nuancer certains arguments décroissancistes par rapport aux liens entre PIB et bien-être qui peuvent parfois être minimisés (Missoni, 2015, Borowy et Aillon, 2017). De plus, les auteures mettent le doigt sur une des plus grandes faiblesses des théories décroissancistes : le manque de preuves empiriques. Enfin, elles mettent en évidence différents facteurs qui influent sur l'adoption par le public et les politiques des idées décroissancistes : les personnes ont peur de moins bien vivre dans une société décroissante, de perdre leur privilège et que leur identité et leur valeur intrinsèque n'aient plus de signification. Il aurait été intéressant peut-être d'aborder la théorie de la justice sociale de Nancy Fraser pour traiter cette dernière question. Par rapport à leur solution, il sera intéressant de suivre les retombées de la Convention Citoyenne pour le Climat organisée en

France en 2019 pour voir si l'idée de forums citoyens est une stratégie gagnante dans un but de promouvoir les idées décroissancistes.

RÉFÉRENCES

- Abraham, Y. M. (2019). *Guérir du mal de l'infini. Produire moins, partager plus, décider ensemble*. Écosociété (Éditions).
- Borowy, I., & Aillon, J. L. (2017). Sustainable health and degrowth: Health, health care and society beyond the growth paradigm. *Social Theory & Health*, 15, 346-368. DOI : https://idp.springer.com/authorize/casa?redirect_uri=https://link.springer.com/article/10.1057/s41285-017-0032-7&casa_token=d0DahT4itTUAAAAA:0rKbDpuKs1noBYdWkZJH6jhRVdixSJ4I-NrDapuu7RfNkr11fLaZ5oLxCUAdG7_UOGAm_blfod9NWOqn
- Deaton, A. (2008). Income, health, and well-being around the world: Evidence from the Gallup World Poll. *Journal of Economic perspectives*, 22(2), 53-72.
- Hickel, J. (2019). The contradiction of the sustainable development goals: Growth versus ecology on a finite planet. *Sustainable Development*, 27(5), 873-884.
- Missoni, E. (2015). Degrowth and health: local action should be linked to global policies and governance for health. *Sustainability Science*, 10, 439-450. doi : <https://link.springer.com/article/10.1007/s11625-015-0300-1>
- Parrique, T., Barth, J., Briens, F., Kerschner, C., Kraus-Polk, A., Kuokkanen, A., & Spangenberg, J. H. (2019). Decoupling debunked. *Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability. A study edited by the European Environment Bureau EEB*.
- Sekulova, F., Kallis, G., Rodríguez-Labajos, B., & Schneider, F. (2013). Degrowth: from theory to practice. *Journal of cleaner Production*, 38, 1-6.

1.8 Koch, M. (2022). State-civil society relations in Gramsci, Poulantzas and Bourdieu: Strategic implications for the degrowth movement. *Ecological Economics*, 193, 107275.

Par Charles Duprez

Penser stratégiquement la transition vers une société post-croissance : dialogue et perspective relationnelle entre État et société civile

Face à l'impossibilité de la poursuite du modèle économique croissanciste dans un cadre de soutenabilités sociale et environnementale, il devient nécessaire de développer l'analyse critique de la transition au sein de la post-croissance qui tienne compte des relations de pouvoir et des entités impliquées dans ces relations.

Les recherches qui portent sur les stratégies de transition vers des sociétés post-croissance semblent lésées d'un manque de prise en considération des relations entre l'État et la société civile. En effet, les recherches ont tendance à se focaliser sur les propositions à la marge de la société (grassroot) dans une posture de rupture, tant bien même que les propositions politiques avancées dans la littérature sur la post-croissance (par exemple dans la revue *Ecological Economics*) ciblent des mesures qui nécessitent une forte intervention de l'État, voir une véritable planification écologique. C'est précisément cette tension qu'explore Koch dans son article ; tension entre la vision de l'État considéré souvent dans les mouvements de la post-croissance et de la décroissance comme incapable d'initier un changement radical, et l'appel à l'État pour cibler des politiques écologiques (par exemple en proposant un revenu maximal, un revenu de base, une baisse du temps de travail, des aménagements pour la mobilité, *etc.*). Il pose alors la question de la relation entre État et société civile dans les stratégies de transition et articule son argumentaire en mobilisant trois grands penseurs des relations de pouvoir et de l'État que sont Gramsci, Poulantza et Bourdieu.

L'analyse porte sur 4 principaux niveaux. Tout d'abord, le niveau général de relation entre l'État et la société civile peut être théorisé sous différents angles. Pour Gramsci, les groupes de la société civile sont en lutte pour la quête de l'hégémonie, via l'État qui est garanti par le monopole de la violence légitime. Poulantza, lui, établit une distinction entre l'intérieur et l'extérieur de l'État, lequel étant entendu comme une condensation matérielle (c'est-à-dire

une solidification) d'un rapport de force entre les classes et les fractions de classe. Les contradictions traversent naturellement l'État qui est le terrain de multiples lignes de front. Il est erroné de se représenter l'État comme n'étant situé que d'un côté, le côté conservateur, de la dualité des pouvoirs. Il se trouve de part et d'autre de la ligne de front, à tel point que cette ligne de front n'en est en réalité pas une. Les compromis institutionnalisés par l'État sont le fruit de compromis entre les groupes sociaux au pouvoir ainsi qu'entre les groupes dominants et les subordonnés. À un niveau plus global, les institutions internationales apparaissent alors comme la condensation de rapport de force entre des intérêts nationaux concurrents qui sont eux-mêmes façonnés par les luttes et les compromis sociaux intérieurs. Bourdieu, quant à lui, rejette la notion de société civile. L'état est vu par le sociologue français comme le résultat d'un processus de concentration de différentes formes de capital, il est le détenteur d'un « méta-capital » qui lui confère un pouvoir sur d'autres formes de capital ainsi que sur leurs détenteurs. Pour Bourdieu, l'État est, de plus, le fruit de luttes internes entre la « petite noblesse d'État » (petit capital, qui représentent surtout les formes de protection sociale, *etc.*) et la « haute noblesse d'État » (fort capital, qui représente davantage les aspects budgétaires et qui organise les réformes néolibérales, est porté par l'idéologie du marché libre, *etc.*).

Second niveau : les formes de domination intrinsèques à l'État. Si, pour Gramsci, la domination de l'État sur la société civile se fait par consentement (l'hégémonie est un pouvoir non coercitif, mais tout de même un pouvoir), Poulantza avance que les appareils d'État reproduisent l'hégémonie en « *bringing the power bloc and certain dominated classes into a (variable) game of provisional compromises* » (p.4). Les efforts pour accroître la représentation des subalternes dans la structure institutionnelle de l'État peuvent donc être payants en permettant le développement de « centres d'oppositions » capable de renforcer les mobilisations de la société civile. Pour Bourdieu, le pouvoir exerce une double emprise : sous sa forme matérielle (forme objective ; horaires, calendriers, budgets, *etc.*) et sous forme symbolique (pouvoir de faire voir le monde social d'une manière spécifique qui apparaît alors comme étant la seule manière possible, universelle, naturelle). La forme symbolique représente le propre de l'idéologie (à titre d'exemple, les individus qui occupent des postes de pouvoir semblent alors « nés pour gouverner »).

Pour les trois auteurs, l'État n'a normalement besoin de recourir à la violence physique qu'en dernier recours.

Au troisième niveau se retrouve l'analyse des crises, qui sont des moments qui permettent de remettre en cause l'ordre social. Bourdieu et Gramsci reconnaissent que les crises sont des moments particuliers dans lesquels la voie autoritaire gagne en influence. Le penseur italien explique à ce titre que les crises sont des moments d'ouvertures dans lesquelles aucun groupe n'a à l'avance la force de la victoire. Poulantza propose une analyse tripartite des crises qu'il regroupe en fonction de leur caractère économique, politique/idéologique et étatique (les trois n'étant pas forcément concomitantes). La crise étatique représente une situation dans laquelle l'État ne peut plus remplir sa fonction d'organisation du bloc au pouvoir. Les crises, pour les trois auteurs, sont donc des moments critiques dans lesquelles la vie quotidienne est remise en question, ce qui permet de révéler le caractère idiosyncratique des relations de pouvoir existantes. Bien que dangereuses (n'étant jamais à l'abri de forme de despotismes), les crises peuvent être des ouvertures pour les mouvements contestataires, c'est le quatrième niveau d'analyse de Koch.

Selon Gramsci, pour mettre à profit ces moments, il faut au préalable que des projets contre-hégémoniques alternatifs naissent sur le terrain de la société civile. Poulantza met davantage l'emphase sur l'articulation entre le niveau interne et externe de l'État : il faut favoriser le développement de mouvements populaires (la prolifération d'organes démocratiques à la base et la montée de centres d'autogestion) tout en renforçant les poches de résistance au sein même de l'État. Bourdieu, lui, partant de sa perception de la crise, avance que les actes de mobilisation symbolique deviennent performatifs, car l'*habitus* cesse de structurer les pratiques quotidiennes.

Les trois chercheurs s'accordent donc à dire que ni les pratiques d'opposition « internes » ni « externes » à l'État ne doivent être stratégiquement privilégiées : « *State and civil society are in many ways interlinked, which makes any strategy focusing on only one of the two unlikely to succeed.* » (p. 7-8). Le rôle des intellectuels et des chercheurs est alors d'être les porte-parole des dominés, de devenir les alliés des subalternes (rôle d'instruction, de propagande et d'organisation). Si les courants de la décroissance ont entrepris cette colossale tâche de remettre en cause l'ordre social hors période de crise majeure (ce qui revient à remettre en cause l'ordre naturel pour la majorité des citoyens), les crises que nous traversons désormais sont des moments critiques dans lesquels ces milieux intellectuels doivent structurer leurs analyses et actions autour de l'articulation entre l'État et la société civile, les deux pris conjointement. La transformation radicale ne met ni l'État au centre, ni ne se situe en dehors de l'État ; ce sont éléments post-capitalistes au sein des structures de l'État que la

post-croissance doit viser. Il est également essentiel de co-développer des idées de transformation des interactions entre militants, chercheurs et citoyens, dans une optique d'élargissement du mouvement social.

Cette mise en dialogue de ces penseurs critiques sur les relations entre l'État et la société civile a le mérite de poser un cadre pour l'analyse de ces rapports, bien que ne dépassant pas véritablement le seuil de la simple exposition des différentes postures. Outre le fait de montrer de manière convaincante l'importance de penser conjointement État et société civile, l'article ne débouche pas réellement sur une analyse critique et une application raisonnable de ces principes, en dehors d'appels à une plus grande collaboration entre chercheurs et militant, qui prend rapidement des tournures de poncifs.

Il est toutefois bienvenu de pointer les relations de pouvoir qui prennent place au sein de l'État et d'amener la discussion sur le terrain du compromis social (ce qui est un point aveugle des débats dans la post-croissance). De tels compromis, il nous semble, gagneraient à être éclairés à la lumière de deux approches complémentaires : la théorie de la régulation (qui est d'ailleurs très inspirée de Gramsci) pour la notion de groupes sociaux en lutte, mais également celle de l'acceptabilité sociale pour mieux cerner les trajectoires de construction de compromis sociaux qui dépassent les intérêts individuels et le statu quo.

En somme : nous pouvons retenir de cette intéressante mise en dialogue que la post-croissance doit davantage penser conjointement les formes de résistances dans l'État et dans la société civile (et non exclusivement se concentrer sur cette dernière) pour être en mesure de proposer de nouvelles formes de compromis sociaux, notamment en temps de crises. Reste alors à mieux identifier les groupes sociaux en luttés et ceux qui opposent une résistance au changement pour permettre de construire les conditions de possibilité de nouveaux compromis sociaux.

1.9 Alexander, S., et Gleeson, B. (2022). Collective sufficiency: Degrowth as a political project. Dans *Post-Capitalist Futures: Paradigms, Politics, and Prospects* (pp. 53-64). Singapore: Springer Singapore.

Par Diane Gorcy

Ce chapitre de livre s'inscrit dans une démarche de recherche militante, dont l'objectif est de dessiner les grandes lignes de la décroissance comme un projet politique alternatif. D'aucun rappel que le pouvoir du Capital « ils ne rendront pas poliment les clefs ». Il s'agit donc de penser stratégie politique et transition énergétique dans un même corpus. Après une présentation de ce qu'est l'antithèse de la décroissance, « la croissance verte », les auteurs posent d'entrée la condition *sine qua non* à tout changement Politico-économique, à savoir la sortie du Capitalisme et ses corollaires, justice sociale, redistribution des richesses etc.

Reprenant les travaux de l'économiste Hubert Buch-Hansen, les auteurs mettent en évidence 4 prérequis à une transition vers la décroissance:

- 1) *Une crise ou une série de crises* : Les auteurs s'appuient sur l'idée que le capitalisme ne peut pas résoudre sa contradiction fondamentale en rappelant que le capitalisme est « *the ideology of cancer cell* »: puisque l'essence de son existence est dans l'expansion, dans un système fermé comme la Terre, il n'est pas viable.
- 2) *le projet politique alternatif doit être cohérent* : les auteurs proposent un exercice d'imagination radicale sous la forme d'un programme politique en s'appuyant sur les points de repère suivants: inventer une alternative au PIB, diminution des plafonds de ressources, réduction des heures de travail, repenser les dépenses publiques, orienter la transition vers les énergies renouvelables tout en réduisant la demande en énergie, faire sortir les banques et la finance de l'impératif de croissance, penser ou ouvrir le dialogue sur les politiques démographiques, justice distributive. Selon les auteurs, ce second prérequis est rempli, il existe déjà des structures alternatives viables et souhaitables.
- 3) Puisque l'impulsion du changement ne viendra pas des gouvernements, il doit y avoir une *convergence globale de forces sociales* tentant de produire le paradigme alternatif par le biais de la lutte politique et de l'activisme social.
- 4) Le nouveau paradigme doit faire l'objet d'un *large consentement culturel*, même passif. Or, ce prérequis n'est pas rempli. Selon eux, l'attachement au *techno-optimism*

et au consumérisme est l'un des obstacles au consentement culturel d'un paradigme décroissant.

Les auteurs émettent quelques commentaires sur des exemples d'activités économiques post-capitalistes permettant au paradigme de la décroissance d'émerger. Ils pensent notamment à des formes non-monétaires de l'économie de partage, par lesquelles des communautés, regroupées par bio-région, s'organisent pour partager des ressources afin d'économiser de l'argent. Cela passerait par un réarrangement de l'économie des ménages. Il s'agirait de produire plus dans les ménages pour réduire le besoin d'accès à l'argent de l'économie formelle et donc laisser plus de temps pour s'impliquer dans la vie sociale et communautaire. Cette stratégie consiste à échapper au capitalisme pour l'éroder, en construisant ainsi la nouvelle économie dans la coquille de l'ancienne. Évidemment, le projet nécessite que les moyens de production soient remodelés.

Critique

Ce chapitre, bien que pertinent dans son élaboration du squelette politique dont aurait besoin un courant politique décroissant, peine à développer une pensée philosophique du travail. Il me paraît surprenant d'interroger les structures d'agencement d'une société post-croissance sans en dessiner, au moins, les origines philosophiques. L'objectif de ce chapitre est de proposer des stratégies pour permettre au paradigme décroissant de voir le jour. Or, les auteurs semblent s'adresser aux convaincus en prônant une radicalisation des institutions économiques hors de la croissance. Si cette stratégie peut influencer sur le passage à l'action des individus déjà « culturellement prêt » il me semble que la cible principale est loupée, la catégorie de la population à laquelle le système économique actuel leur permet encore de tirer du Sens, mais est profondément contre leurs intérêts socio-économiques.

D'un point de vue Spinoziste, les individus se conduisent en fonction de leurs affects. Ces affects structurent nos valeurs et donc nos comportements. Il s'agirait donc, pour changer nos comportements, de se pencher sur les affects, les raisons qui nous poussent à agir d'une certaine manière.

Or, la négociation des intérêts des individus n'est pas possible quand leurs valeurs en dépendent directement puisque ces individus en tirent un sens du *self*, de leur identité, qu'ils perçoivent comme idiosyncratique. Penser que la proposition décroissante ne touche que les

intérêts des personnes concernées serait faire fausse route. Dans certains cas, le rapport des individus au travail et à la consommation n'est pas investi simplement au niveau des intérêts matériels, mais constitue une base de leur identité¹. En terme spinoziste, il acquiert dès lors, un statut axiologique, valoriel. En d'autres termes, ne leur demandez pas de changer leurs comportements de consommation, cela reviendrait à leur demander de changer qui ils sont.

Pour convaincre que le paradigme décroissant est celui nécessaire à notre survie démocratique en tant qu'espèce, deux choses principales sont à penser. La première consiste à regarder les affects joyeux que produit le consumérisme et trouver des affects alternatifs dans le paradigme décroissant dont la puissance serait strictement supérieure (au sens d'acceptabilité sociale)². De façon schématique, il faut que ça vaille le coup. Quelques pistes : redéfinir philosophique le travail, démystifier les affects « positifs » que produit l'idée de concurrence, *etc.*

La seconde chose est, qui est en réalité consubstantielle à la première, la désidentification, le sens de notre moi, à ce que nous faisons. Nous sommes avant de faire. Nous ne tirons pas notre sens du moi de nos affects, mais bien de notre identification à ceux-ci. Une désidentification permettrait un passage en douceur d'une structure d'affects (le consumérisme) à une autre, qui serait décroissante.

¹ Voy. not. Y.-M. ABRAHAM, « Guérir du mal de l'infini. Produire moins, partager plus, décider ensemble » Montréal, Ecosociété, 280 p.

² Corinne Gendron, « Penser l'acceptabilité sociale : au-delà de l'intérêt, les valeurs », Communiquer [En ligne], 11 | 2014, mis en ligne le 01 février 2015, consulté le 23 Avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/communiquer/584> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communiquer.584>

1.10 Latour, B., et Schultz, N. (2022). *Mémo sur la nouvelle classe écologique: Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même. Empêcheurs de penser rond.*

Par Sébastien Burdalski

Ce mémo – c'est-à-dire une « note que l'on prend pour faciliter le souvenir de quelque chose » (p.5) pourrait aussi bien s'appeler *manifeste* tant il se veut un guide pour quiconque a des préoccupations écologistes (sur la couverture on y lit qu'il est adressé aux « membres des partis écologiques et leurs électeurs présents et à venir »). Le but du texte est explicite : il concerne l'émergence d'une « classe écologique » et plus particulièrement, l'idée que l'écologie, loin d'être un simple constat ou élément de la société, doit « organiser la politique autour d'elle » (p.9).

Argument principal

Pour ce faire, Latour et Schultz vont tout d'abord décortiquer les problèmes liés aux mouvements écologistes actuels. Pour eux, « *l'écologie politique ne doit pas se laisser définir par d'autres* » (p.10). Elle doit aussi sortir d'une vision uniquement « pédagogique » où l'on croit qu'en expliquant bien les choses, l'action va suivre nécessairement. Aussi, l'écologie politique n'est pas qu'un simple agrégat de faits : elle doit se penser comme *lutte*. C'est en ce sens que la notion de classe importe.

Pour résumer grossièrement, soit vous êtes pour l'écologie et vous êtes un allié, soit vous êtes pour un système productiviste et vous êtes un ennemi. Si l'idée d'une « nouvelle » classe surgit, c'est que la question écologique doit « *donner un sens nouveau au terme de classe* » (p.17). En bref, il s'agit, en prenant l'écologie comme axe central, de comprendre que la nouvelle classe écologique se « dresse » contre toutes les autres sur une idée : celle de « *restreindre la place des rapports de production* » alors que « *les autres veulent l'étendre* » (p.31).

Pourquoi parler de « nouvelle » classe - ce qui change

Latour et Schultz notent qu'il faut « *redécrire les processus par lesquels les sociétés se reproduisent et continuent d'exister* » (p.22). Pourquoi ? Car l'urgence climatique venant d'un système de production « *devenu synonyme de système de destruction* » (p.23) implique une nouvelle compréhension des classes politiques. Loin de tout balayer du revers de la main, cette nouvelle conception du paysage politique doit prolonger et renouveler les luttes traditionnelles de la gauche, mais sous un mot d'ordre : la « *résistance de la société à l'économisation* » (p.24). Pour quadriller le monde politique, il s'agit de voir qui priorise la production (l'ensemble des classes dites « modernisatrices ») et qui priorise les « *conditions d'habitabilité* » (la classe écologique - p.32).

Une fois ce travail fait, Latour et Schultz nous invitent à une deuxième tâche : celle du (dés)alignement des affects. Le problème est en effet, selon eux, que « *se diriger vers le maintien des conditions d'habitabilité n'est pas encore associé à quoi que ce soit d'enthousiasmant* » (p.41). Il faut donc, pour mobiliser autour de la question écologique, explorer celle des affects.

La question des affects – quoi faire

Ce travail sur les affects, Latour et Schultz en brossent les principaux traits. L'idée générale est de « *créer des automatismes* » à travers un alignement des affects (p.45). On pourrait, pour reprendre le thème du séminaire, dire qu'il faut créer un « assentiment » à la question écologique (et aux choix que cela suppose : diminution de la production, de la consommation, etc.). Or, comme nous l'avons dit, pour Latour et Schultz, les « *passions tristes* » ne suffisent pas. Si la majorité les ressent, elles sont désalignées de passions joyeuses (p.47). Sous toute réserve de bien comprendre leur pensée, on peut la transposer à un cas concret. Si beaucoup savent qu'Amazon pollue énormément, redistribue mal les revenus, traite mal ses employés, etc., ces « *passions tristes* » sont désalignées des « *passions joyeuses* » telles que la consommation rapide, l'« *abondance* » offerte par le site, etc. Si bien, que comme Ovide le disait, on peut « *voir le bien, l'approuver et pourtant faire le mal* ».

Acceptabilité sociale – comment le faire

Les passions politiques doivent s'accompagner d'une esthétique : les messages écologistes ne peuvent se contenter d'en appeler à la rationalité des individus (p.46). Cela implique de « *changer de cosmologie* ». Ce message est prescriptif : on ne peut pas vivre d'un futur

« dévoré d'avance » (p.58). Pour ce faire, on doit se tourner vers la jeunesse (p.59), entrer en lutte idéologique et hégémonique à travers des « organes » de diffusion (p.65), « brasser » la culture (p.66), changer les manières (goût et dégoût) face au vivant et à la nature (p.72), *etc.* Cette liste ne se veut pas exhaustive, mais montre qu'il s'agit surtout de conscientiser et commencer « l'énorme préparation » permettant de « conquérir le pouvoir » (p.74). Cette préparation passe par un alignement des valeurs, des cultures et des intérêts, mais aussi un repérage des « amis » et des « ennemis ». La question de l'écologie peut, selon Latour et Schultz, « complètement transformer la cartographie des alliés et des adversaires » autour d'une « culture de résistance au non-sens de l'économisation qui prétend annihiler les liens anthropologiques » (p.92 et 93).

CHERCHEUR.E.S

**en responsabilité
sociale et
développement durable**

ESG UQÀM